

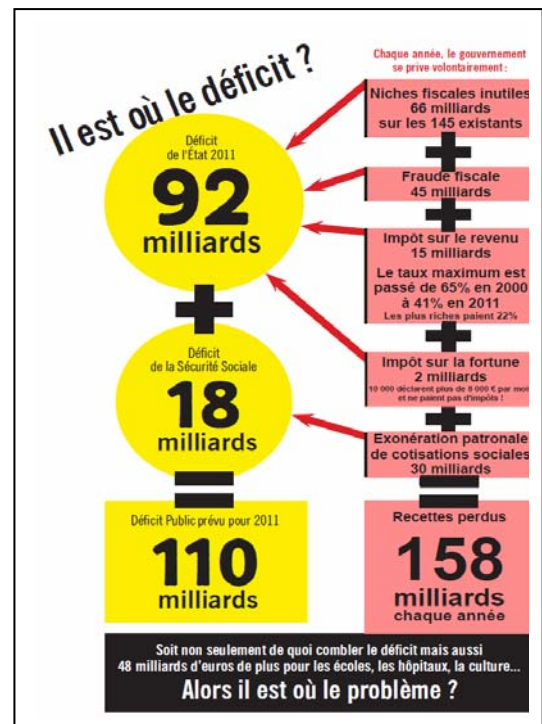
Avec l'accord de Bruxelles, leurs plans se suivent et se ressemblent !

Arnaque : les marchés financiers ont obtenu la libre circulation des capitaux, sans contrôle public. Mais quand la crise financière arrive, les banques exigent des Etats, avec le chantage aux faillites, qu'ils rachètent leurs dettes. Les dettes privées des banques sont ainsi devenues une dette publique des États, qui s'en servent de prétexte pour imposer l'austérité.

Accaparement : Les richesses vont de moins en moins vers les salaires et de plus en plus vers les profits depuis près de 30 ans. Les dividendes aux actionnaires ont été multipliés par 2,7 depuis 1982, ce qui alimente la spéculation.

Austérité : si nous laissons faire, nous allons droit à la récession économique qui entraînera l'accroissement de la pauvreté et une nouvelle aggravation des inégalités.

Les conquêtes sociales sont attaquées et les services publics cassés. Ce n'est pas à nous de payer leur dette. La finance est responsable, elle doit payer la note !



La recherche publique préservée ? le gouvernement !

La recherche est soumise depuis des années, comme les autres secteurs publics, à des restructurations permanentes, sa capacité à répondre aux besoins citoyens est amoindrie, la précarité explose, les conditions de travail de tous se dégradent...

Le gouvernement affirme que les EPST sont épargnés par les coupes budgétaires, notamment en terme de personnel. En réalité, il s'agit d'un effet d'annonce, car faute de subvention de l'Etat suffisante :

Au CNRS, en 2011, les départs en retraite ont bien été compensés, mais les budgets de fonctionnement ont été rabetés. En 2012, 150 postes libérés suite à des départs volontaires seront laissés vacants !

A l'INRA, 40 postes vacants ont été gelés en 2011. Ce gel est « consolidé » (!) en 2012, et l'équivalent de 46 emplois sur contrats de remplacement sont supprimés.

Au Cemagref, 11 départs de titulaires de statut Agriculture n'ont pas été remplacés en 2011, et en 2012 il va encore falloir trouver l'équivalent de 10 emplois à sacrifier, et 3 post-docs sont supprimés.

A l'IFSTTAR 6 départs non remplacés en 2012, une perte de 0,6% de la subvention pour charge de service publique qui impliquera une baisse de 6 % des budgets de fonctionnement des unités.

Pour une riposte unitaire !

La situation sociale est difficile : la mobilisation pourtant forte de 2010 sur les retraites n'a pas aboutie, le contexte pré-électoral suscite un certain attentisme, surtout c'est la première fois que nos générations sont confrontées à une crise mondiale de ce type...

Echangeons sur ce contexte pour mieux le combattre. Des collectifs se mettent en place dans les régions, dans l'objectif d'un débat citoyen démocratique : <http://www.audit-citoyen.org>.

Voir aussi le diaporama SOLIDAIRES : « Austérité, crise, dette : ce n'est pas à nous de payer » <http://www.solidaires.org/article38909.html>

La journée d'action de ce 13 décembre peut y contribuer, même si ses objectifs sont en deçà des enjeux de la période. Préparons la suite...

... en construisant une mobilisation d'ampleur début 2012 !